

Questions orales

tre interprète cela, le gouvernement a décidé de ne pas tenir compte de l'avis de spécialistes.

Je demande encore une fois au ministre pourquoi la population aurait-elle confiance dans un processus environnemental entrepris par ce gouvernement s'il refuse d'écouter les spécialistes qu'il choisit lui-même? Quelle confiance les Canadiens peuvent-ils avoir, qu'ils appartiennent à un groupe autochtone ou autre, dans la façon d'agir du gouvernement?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Madame la Présidente, encore une fois, je crois que nous avons là un parfait exemple d'une interprétation sélective d'un rapport. Toujours à la page 6 du rapport, la commission offre une deuxième recommandation parce que le promoteur a fait des efforts pour des mesures d'atténuation et parce que l'acceptation de la première recommandation peut créer d'insurmontables conflits entre juridictions.

• (1130)

Le président de la commission a déclaré, hier soir, au réseau national de la télévision, que cette recommandation était pragmatique parce qu'elle est applicable, ce qui ne serait probablement pas le cas de l'autre recommandation.

* * *

LA MINE WESTRAY

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Madame la Présidente, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a dit publiquement qu'il avait demandé au premier ministre du Canada d'intervenir pour que le projet de la mine Westray ne soit pas mis de côté. Voici ce qu'il a dit: «Il est indiscutable que j'ai fait part de mes préoccupations au premier ministre et que j'ai fait une démarche auprès de lui.»

C'est peut-être indiscutable, mais il reste que le premier ministre du Canada a été étroitement lié à l'approbation de ce projet. Le vice-premier ministre peut-il nous expliquer le rôle qu'a joué le premier ministre? Qu'a-t-il fait pour que le projet soit mis à exécution?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, le député oublie que des personnalités publiques, des dirigeants municipaux et provinciaux, des députés fédéraux ainsi que de nombreuses personnes étaient en faveur du développement économique de cette partie de la Nouvelle-Écosse.

Dans la région de Stellarton et toute la circonscription de Central Nova, le taux de chômage était élevé. À l'instar du gouvernement provincial, nous croyons au développement économique régional. Ce projet, qui devait créer 240 emplois directs et pouvait, grâce à l'effet multiplicateur, créer deux fois, trois fois ou même quatre fois plus d'emplois indirects, constituait un moyen de développement économique régional extrêmement important.

En conséquence, de nombreux dirigeants municipaux, préfets de comtés et maires l'ont appuyé, ce qui n'a rien de surprenant étant donné la vigueur économique que ce projet pouvait apporter à la région.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Madame la Présidente, ma question supplémentaire s'adresse encore au vice-premier ministre.

Il n'est pas question des édiles municipaux ni des représentants de l'entreprise, mais bien de la participation du premier ministre du Canada au processus d'approbation du projet.

À l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, le mercredi 20 mai, le premier ministre Donald Cameron a déclaré ceci: «Ce que le ministre a fait après mon entretien avec lui, c'est à vous de le demander. Je ne peux répondre pour lui.»

En l'absence du premier ministre, je repose la question au vice-premier ministre: Quelle a été la réponse? Quel rôle le premier ministre du Canada a-t-il joué dans la décision sur la mine Westray?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, le député n'a pas prisé l'ouverture d'une mine dans le comté de Pictou. Il n'est pas le seul.

Un certain nombre de personnes du Cap-Breton partagent son ressentiment. Permettez-moi de vous signaler qui appuyaient ce projet de développement économique régional. Le préfet de la municipalité du comté de Pictou, Hank Dunnewold, était d'accord.

Le maire de la ville de Trenton, Barry Trenholm, l'était lui aussi, tout comme celui de la ville de Stellarton, Ronald Marks. Dans une lettre qu'ils ont adressée au premier ministre, les personnes suivantes ont aussi appuyé le projet: D. Hugh MacGregor, président de la Commission de recherche et développement du comté de Pictou, Dan Currie, maire de la ville de Pictou, Clarence Porter, ex-maire de la ville de Stellarton, Mary Daley, maire de la ville de Westphal et J.H. MacLean, maire de la ville de New Glasgow.